

Groupe de travail II " Intégration de la Charte/adhésion à la CEDH"

Objet : Contribution de Mme Elena PACIOTTI - MPE

Lors du premier échange de vues du 25 juin 2002 au sein du groupe de travail "Charte", des observations et des questions ont été soulevées auxquelles il me semble opportun de répondre:

1. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après appelée « Charte ») est-elle un document politique ou juridique?

C'est un document juridique. La Charte a été explicitement rédigée *comme si* elle devait être intégrée dans les Traités, pour donner la possibilité à la CIG à Nice d'en décider de son intégration. Le fait qu'il n'y ait pas eu accord sur l'intégration dans les Traités, malgré l'opinion favorable de bon nombre d'Etats ainsi que du Parlement européen, ne change pas les caractéristiques intrinsèques du document, rédigé de façon à pouvoir constituer la première partie d'un texte « constitutionnel », à l'instar de la première partie de nombreuses constitutions d'Etats nationaux.

2. La Charte manque de clarté dans plusieurs de ses articles, ce qui peut rendre difficile son application par les juges?

Non. La première partie de bon nombre de constitutions modernes énoncent des articles affirmant des principes généraux ainsi que des droits spécifiques. Ceci n'a pas empêché les Cours constitutionnelles de ces pays d'appliquer les uns ou les autres.

Les droits fondamentaux ont d'ailleurs été garantis par la Cour de Justice – allant au-delà de ceux prévus par la Convention européenne des droits de l'homme, qui est reprise par la Charte – sur la base du rappel bien plus générique de l'article 6 du Traité sur l'Union concernant les "traditions constitutionnelles communes des Etats membres".

3. *La Charte contient des principes et des droits qui ne sont pas relatifs à l'Union européenne :*
- a) *pourquoi? b) si la Charte est intégrée dans les Traités, ceci comporterait-il une augmentation des compétences de l'Union?*
- a) La Charte a été rédigée afin de rendre plus explicite l'ensemble des droits fondamentaux en vigueur dans l'Union européenne, selon le principe de l'indivisibilité des droits fondamentaux. Il aurait été absurde d'essayer de mettre en évidence uniquement les droits relatifs aux compétences actuelles de l'Union et des Communautés européennes, parce que la Charte aurait dû être mise à jour à chaque modification des compétences de l'Union, et surtout parce que la signification de chaque article de la Charte doit être interprétée dans son contexte et que la portée d'un droit fondamental est conditionné par la nécessité d'en garantir d'autres (il est évident que la seule affirmation du principe de liberté est une chose, et l'affirmation des principes de liberté, égalité et solidarité ensemble est une chose différente).
- b) La nécessité de rédiger une liste complète des principes et des droits fondamentaux en vigueur dans l'Union n'a rien à voir avec l'attribution de ses compétences. Le pouvoir des institutions de l'Union et des Communautés sont inscrits dans les Traités et leur exercice est limité par l'obligation de respecter les principes et les droits fondamentaux de la Charte. Dans le cadre des compétences spécifiques qui leur sont attribuées, les institutions ont en plus le devoir de promouvoir le respect de ces principes et de ces droits.

4. *La Charte avec ses 54 articles est-elle trop longue pour faire partie d'un Traité « constitutionnel » simplifié ?*

Non. Toutes les constitutions contemporaines sont des constitutions « longues » parce que le catalogue des droits fondamentaux que les citoyens veulent voir reconnus s'est élargi et la complexité des structures institutionnelles et des procédures relatives à l'exercice des pouvoirs publics dans les états modernes est accrue. A plus grande raison, cela vaut pour un organisme supranational complexe comme l'Union européenne.

Par exemple, si la constitution suédoise de 1809 a 13 articles, la danoise de 1849 a 89 articles, l'italienne de 1948 a 139 articles (dont 54 constituent la première partie), l'allemande de 1949 a 146 articles, la portugaise de 1976 a 299 articles et la polonaise de 1997 a 243 articles (dont 57 constituent le chapitre « liberté, droits et devoirs de l'homme et du citoyen »).

Bruxelles. le 26 juin 2002